



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2579
5 janvier 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Pour que 2018 soit l'année de la riposte ouvrière



Contrôle des chômeurs
**Tous les travailleurs
attaqués**

page 3

Iran
**Le pouvoir
contesté**

page 12

Sans-abri
**Les mensonges
de Macron**

page 3

Pour que 2018 soit l'année de la riposte ouvrière !

En guise de vœux, Macron s'est livré à un exercice aussi hypocrite que convenu. Comme il l'avait déjà fait il y a six mois, et comme Sarkozy et Hollande avant lui, il a promis qu'il n'y aurait plus de sans-abri. Mais il n'y en a jamais eu autant, et les associations expliquent que l'hébergement d'urgence est saturé ! Quant au droit d'asile, c'est un mot creux quand les réfugiés sont ainsi pourchassés par la police. Pour gagner la France, ils sont amenés à prendre des risques toujours plus grands, comme le franchissement de cols des Alpes en plein hiver. Et le gouvernement veut encore durcir la législation à leur encontre. Alors, placer sa politique sous le sceau de la fraternité et de l'humanisme, quelle fumisterie !

Les premières étrennes sont pour le patronat, avec les effets concrets des ordonnances Macron-Pénicaud sur le Code du travail, dont des décrets viennent d'être publiés.

Par exemple, la rupture conventionnelle collective permet maintenant à des entreprises en parfaite santé de se débarrasser de nombreux salariés sans même recourir à un plan social ni proposer de reclassements. PSA Peugeot-Citroën, qui a déjà supprimé près de 25 000 emplois en cinq ans, en produisant plus de voitures et en gagnant des milliards, veut y avoir recours. Pimkie, propriété du groupe Mulliez, l'un des plus riches du pays (Auchan, etc.), veut aussi supprimer 200 emplois avec cette facilité offerte par Macron aux patrons. Comme l'expliquait une syndicaliste, alors que les salariés licenciés en 2010 par cette chaîne de prêt-à-porter avaient pu recevoir 30 000 à 50 000 euros d'indemnités, une vendeuse licenciée en 2018 ne recevra que l'indemnité légale, soit moins de 5 000 euros pour quinze ans d'ancienneté. D'autres firmes préparent leurs sales coups.

Et encore n'est-ce que le début de la mise en œuvre d'une réforme entièrement dictée par le patronat.

Le gouvernement veut maintenant attaquer les demandeurs d'emploi. Ceux-ci sont trop bien indemnisés au goût du patronat. Le projet est donc de couper rapidement les allocations aux chômeurs qui refusent plus d'une offre. Le gouvernement fustige la « fraude sociale ». En réalité, même d'après les chiffres officiels, celle-ci est dérisoire par rapport à la fraude fiscale pratiquée par les grandes entreprises et

par les riches. Mais, pour ceux-ci, le gouvernement déroule le tapis rouge : suppression de l'impôt sur la fortune, plafonnement de l'impôt sur les revenus du capital, baisse de l'impôt sur les sociétés. Il n'est plus nécessaire d'aller dans un paradis fiscal, la France en devient un !

Macron comble les vœux des riches. Publié la semaine dernière, le palmarès Bloomberg montrait que les 500 plus grandes fortunes mondiales avaient vu leur patrimoine augmenter de 23 % en un an. Quels salariés pourraient en dire autant ? La fortune de Bernard Arnault, patron de LVMH et 6^e patrimoine mondial, a augmenté de 20 milliards d'euros en un an, soit de 38 000 euros à chaque minute !

Pour les classes populaires, c'est l'inverse. Au 1^{er} janvier, le gaz (+ 7%), les taxes sur les carburants, les timbres ou les assurances augmentent. La hausse de la CSG de 1,7 % va frapper les retraités, et d'autres aussi. Le gouvernement se vante d'un « budget de pouvoir d'achat » pour 2018. C'était un conte de Noël pour les petits enfants ! L'Insee lui-même explique que la facture fiscale s'alourdira de 4,5 milliards. Et seuls les naïfs apprécieront le cinéma autour de la suppression de la taxe d'habitation : on tentera de nous la faire payer, d'une façon ou d'une autre.

« Macron a fait les quelques réformes que nous attendions depuis des années », s'est réjoui Pierre Gattaz, le président du Medef. En effet. Et, en cette période de bilan, la presse complaisante se joint aux milieux patronaux pour féliciter Macron d'avoir réussi à faire passer ses mesures, sans déclencher de contestation sociale. S'ils sont soulagés, c'est qu'en fait ils ont peur des travailleurs. Peur que les salariés relèvent la tête et s'opposent à ces attaques en règle. Eh bien, leurs craintes sont fondées !

Alors, nos vœux sont aux antipodes de ceux de Macron. Nous souhaitons que 2018 soit l'année de la riposte ouvrière. Que les travailleurs, qui font fonctionner toute la société, rejettent tout fatalisme. Qu'ils rendent les coups que leur portent le patronat et ses pantins du gouvernement. Nous souhaitons qu'en 2018 le monde du travail ne subisse plus les attaques, mais défende ses intérêts et impose ses revendications.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		Centres-villes désertés	9	Portugal : grève dans les supermarchés	7
Sécurité routière : irresponsabilité sociale	4	Dassault : vœux ou aveux ?	12	ENTREPRISES	
Grand-Paris : scandale du Charles-de-Gaulle express	4	DANS LE MONDE		PSA : nouveau plan social déguisé	10
Marseille – Établissement français du sang : pénurie de sang et économies	4	République démocratique du Congo : la population contre Kabila	6	La Redoute : réactions contre les sanctions	10
Maternités de Creil et Clermont : non à la fermeture !	5	États-Unis : Trump contre les droits des femmes	6	ArcelorMittal : accidents mortels	10
Budget militaire en hausse	5	Baisse de l'espérance de vie aux États-Unis	6	Allier : débrayages en série	11
Gynécologie : le désert médical s'étend	5	Iran : le pouvoir contesté	12	Cosne-sur-Loire : l'État et les patrons suppriment des emplois	11
Automobile : patrons contents d'eux	9	Milliardaires : de plus en plus riches	12	HISTOIRE	
Obsolescence programmée	9	Argentine : patrons tortionnaires enfin jugés	7	Luther et la Réforme	8
		Pérou : un dictateur gracié	7	Engels, Luther et la Guerre des paysans	8

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Cohésion nationale : vieille soupe et chaudron neuf

En complément de ses vœux télévisés, Macron a adressé à la jeunesse un message d'une grande concision l'appelant à la cohésion nationale.

Il y reprend et explicite sa phrase imitée de Kennedy : « *Demandez-vous chaque matin ce que vous pouvez faire pour la France.* » La France serait donc cette vaste et maternelle collectivité qui prendrait soin de chacun de ses membres. La cohésion nationale réclamée par Macron consisterait alors à se lever tous les matins au son du clairon, saluer le drapeau et remercier le destin d'avoir hérité de la carte d'identité adéquate.

Un vieux mensonge ne devient pas une vérité en sortant de la bouche d'un président nouveau-né. L'existence et le fonctionnement des services publics reposent certes sur l'effort collectif, mais c'est celui des dizaines de millions de travailleurs, de toutes origines et nationalités, qui créent la richesse sociale. En fait, c'est même l'ensemble du travail accompli depuis des siècles, à l'échelle du globe, accumulé dans quelques pays riches comme la France,

qui y permet une certaine protection sociale.

De plus, si Macron et ses ministres pensent au service public, aux retraites ou à l'aide sociale, en se levant le matin, c'est pour se demander comment les réduire. Loin de préserver le service public, ils s'acharnent à leur tour à diminuer ses moyens et à en faire une vache à lait pour le privé. Les infirmières à bout de fatigue, les cheminots atterrés par les dysfonctionnements, les enseignants, les parents d'élèves et beaucoup d'autres apprécieront les appels macroniens à la cohésion nationale.

Enfin, un tout petit nombre de personnes reçoivent tout de la collectivité nationale et considèrent ne rien lui devoir. Les grandes familles bourgeoises, les Michelin, Dassault, Peugeot, Mulliez, Arnault, etc., prennent la part du lion du produit du travail collectif, concentrent les subventions et les commandes

d'État, utilisent ce dernier comme voyageur de commerce, banquier, logisticien, assureur, client, marié et juge de paix, alors même que leur contribution fiscale diminue chaque année.

Pour ces derniers, et pour eux seulement, la cohésion nationale a un sens. Elle signifie : tout le monde au pas derrière le capital, et Macron ou un autre à la tribune pour donner la cadence.

Paul Galois



Dès le 1^{er} janvier : ils nous font les poches

En 2018, comme tous les ans, le 1^{er} janvier est marqué par une série de hausses de prix qui plomberont un peu plus le budget des couches populaires.

Côté énergie, les tarifs réglementés du gaz augmenteront de 6,9 % et le prix des carburants à la pompe de 7,6 centimes pour le gazole et 3,84 centimes pour l'essence.

Les amendes de stationnement, qui étaient fixées nationalement à 17 euros, varieront d'une commune à l'autre. Elles coûteront

par exemple entre 35 et 50 euros à Paris, selon l'arrondissement.

Le forfait hospitalier augmentera de 2 euros, pour atteindre 20 euros par jour.

L'envoi d'un courrier par La Poste passera de 73 à 85 centimes au tarif lent et de 85 à 95 centimes au tarif normal.

Face à toutes ces hausses de tarifs, le smic augmente seulement d'une vingtaine d'euros, alors qu'il est censé être indexé sur l'inflation. Le gouvernement,

pas plus que ses prédécesseurs, n'a daigné accorder d'augmentation supplémentaire. Avec toujours le même argument mensonger : aller au-delà de l'augmentation obligatoire du smic aurait été mortel pour les entreprises.

En fait, cela aurait à peine écorné leurs profits. Les travailleurs devront et pourront exiger bien plus que cela lorsque la colère explosera. Cela ne sera, de toute façon, que leur dû.

Nicolas Carl

Contrôle des chômeurs : attaque contre tous les travailleurs

D'après une note confidentielle du ministère du Travail publiée par *Le Canard enchaîné* le 27 décembre, le gouvernement préconise un contrôle accru des chômeurs. Si Pôle emploi estime que le chômeur ne recherche pas assez activement du travail, s'il refuse une formation ou deux offres d'emploi jugées raisonnables, des sanctions renforcées seraient prises : réduction de moitié des allocations pendant deux mois (au lieu de 20 % actuellement) et, s'il récidive, suppression complète pendant deux mois.

De plus, la note envisage de demander aux chômeurs un compte-rendu mensuel pour prouver leur bonne volonté à chercher un emploi. Ce rapport serait un dispositif de plus pour culpabiliser davantage les chômeurs, les rendre responsables d'une situation qu'ils subissent. Car enfin, si les chômeurs

ne trouvent pas de travail, c'est bien qu'il n'y en a pas. D'ailleurs, la note ministérielle se garde de préciser ce qu'est une offre raisonnable, car ce sont bien ces offres-là qui manquent le plus.

Ce gouvernement, comme ses prédécesseurs, modifie la loi pour permettre au patronat de licencier plus facilement, réduire le nombre de travailleurs dans les entreprises et intensifier l'exploitation. Patrons et gouvernement sont à l'origine du chômage. Mais les chômeurs font l'objet d'une campagne incessante qui laisse entendre que c'est parce qu'ils ne cherchent pas assez qu'ils ne retrouvent pas un emploi et que, finalement, ce sont eux les responsables du chômage. C'est abject et personne ne devrait s'y laisser prendre.

Aline Urbain

Sans-abri : les mensonges de Macron

« *Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des hommes et des femmes dans la rue* », avait déclaré Macron en juillet dernier. On en est très loin car, comme le soulignait le président d'Emmaüs, « *aucune mesure sérieuse n'a été prise* ».

Pour justifier son triste bilan, Macron n'a pas manqué de bons soldats. Pour ceux-ci, tout irait bien dans le meilleur des mondes. La palme de ces déclarations revient à Christophe Castaner, le délégué général de La République en marche (LREM). Après avoir répété qu'il y avait suffisamment de places d'accueil, il a rejeté la responsabilité des problèmes sur les SDF eux-mêmes. « *Il y a des femmes et des hommes qui refusent aussi, dans le cadres des maraudes, d'être logés* », a-t-il affirmé. À cela, la fondation Abbé-Pierre a répondu : « *Ce n'est pas parce que certains SDF refusent qu'on les jette dans des hangars inqualifiables d'absence d'hygiène et de violence permanente, qu'il faut expliquer par ces cas marginaux l'absence de prise en compte d'une urgence considérable.* »

Les faits démentent

l'autosatisfaction gouvernementale. Florent Gueguen, directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité, rappelle que 10 000 places d'hébergement d'urgence avaient été ouvertes en 2016, soit 1 000 de plus que cette année, ce qui était de toute façon déjà insuffisant. Selon Éric Pliez, président du Samu social, il manque au moins 3 000 places d'hébergement d'urgence.

Chaque soir le 115, numéro d'urgence pour ceux qui ne trouvent pas de toit, est saturé. En novembre, le baromètre du 115 a révélé que, sur 35 380 demandes d'hébergement, soit des appels passés par 5 900 personnes, seules 25 % ont abouti.

Les moyens pour loger ceux qui se retrouvent sans toit seraient faciles à trouver, si ceux qui gouvernent y mettaient les moyens financiers et politiques. Mais leur priorité est tout autre. Elle consiste à aider les plus riches, les repus!

Aline Rétesse

Agenda : fête de Lutte ouvrière Saint-Denis

Samedi
27 janvier à
partir de 16 heures
Salle de la
Légion-d'Honneur
6, place de la
Légion-d'Honneur



Sécurité routière : irresponsabilité sociale

Le projet prêté au gouvernement de réduire la vitesse de 90 à 80 km/h sur les routes départementales a relancé le débat sur la sécurité routière. La question n'a rien d'anecdotique : dix personnes sont tuées chaque jour sur la route, 500 000 auraient péri dans des accidents depuis 1945 ; plus de 40 millions de véhicules circulent, dont 6 millions de camions, 750 000 bus ou autocars, 4 millions de deux-roues.

Les facteurs causant ou aggravant les accidents de la route sont connus : vitesse excessive, consommation d'alcool ou de stupéfiants, mauvais état du véhicule et de la chaussée, utilisation du téléphone au volant, intensité de la circulation. Des progrès sont possibles, l'obligation du port de la ceinture et son acceptation généralisée le prouvent. Mais cela ne règle pas le problème, loin de là. Car les accidents de la route ne sont pas tant le résultat d'une somme de comportements individuels dangereux que le produit de comportements sociaux. Une société qui prône l'individualisme et le chacun-pour-soi retrouve inévitablement tous ces comportements sur la route, aux feux rouges, le samedi soir sur les parkings déserts et jusque dans les rues piétonnes.

La consommation massive, répétée et tolérée d'alcool a commencé bien avant l'usage de l'automobile. Elle continue à être encouragée par les industriels et vantée dans les médias. Le cannabis et certains produits pharmaceutiques ne sont pas moins dangereux au volant. Mais faire reculer la consommation des drogues de toute nature, cela dépasse de beaucoup les possibilités du ministère de l'Intérieur, quand bien même il s'y intéresserait réellement.

Il est irresponsable de téléphoner au volant, mais il y a pourtant de plus en plus de conducteurs qui sont contraints de le faire. Ce sont les professionnels de la livraison et autres activités de services motorisés. La généralisation du téléphone portable a considérablement dégradé leurs



Overdose d'automobiles.

conditions de travail et les a transformés en contrevenants de fait.

Les véhicules en mauvais état représentent un danger. Mais combien de millions de travailleurs ne peuvent ni se passer de leur voiture, ni en acheter une neuve. Ils ne peuvent qu'attendre avec anxiété le prochain contrôle technique. Il est plus facile pour un gouvernement d'annuler le contrôle technique que de prévoir des transports en commun ou de contraindre le patronat à maintenir le ramassage en car des ouvriers.

Le nombre croissant de camions sur les routes, les horaires imposés aux

routiers sont des risques majeurs qui découlent directement de la politique patronale de rentabilité à tout prix. La dégradation des voies de circulation découle, elle, de la politique d'économies de l'État et des choix des collectivités territoriales.

Le fait même qu'il y ait quasiment autant d'automobiles que de conducteurs potentiels dans ce pays, qui est évidemment la source principale d'accidents de la route, montre qu'il s'agit bien d'un problème social. Il découle de l'évolution d'un siècle de capitalisme, dans

lequel l'industrie automobile a tiré la course au profit et organisé toute la vie sociale. Il n'y a pas si longtemps, par exemple, que l'État a cessé de construire des autoroutes traversant les grandes villes.

On peut souhaiter que des mesures soient prises contre la violence routière, aussi efficacement que le fut en son temps l'obligation du port de la ceinture. Mais, pour cette violence-là comme pour d'autres, soigner les symptômes ne suffira pas pour éradiquer la maladie.

Paul Galois

Grand-Paris : le scandale du Charles-de-Gaulle express

L'État prépare activement la construction d'un métro automatique devant relier Paris et l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. « Il est indispensable d'accélérer la réalisation de cette infrastructure dans la perspective des jeux Olympiques de 2024 », a justifié le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Les JO ont bon dos !

Faute d'avoir réuni des financements privés, l'État va financer la construction en prêtant 1,7 milliard d'euros. Les associations d'usagers, dont Non au CDG express, s'opposent à juste titre à ce projet. Elles soulignent que de nombreux

travaux pour les transports du quotidien sont bloqués, faute de financement : extension du tramway T1, prolongement de la ligne 11 du métro, sans parler des lignes 16 et 17 du métro du Grand-Paris, dont la construction est menacée

dans les délais.

La ligne 17 doit pourtant desservir non seulement l'aéroport, mais aussi plusieurs gares en Seine-Saint-Denis puis dans les Hauts-de-Seine. Quant à la ligne B du RER, elle dessert déjà Roissy et toute une partie de la banlieue nord. Avec 900 000 voyageurs par jour, elle est saturée et aurait grand besoin d'investissements. Mais c'est le CDG express, qui transporterait au plus 20 000 passagers par jour, soit 45 fois moins, qui va bénéficier du jackpot.

À quelque 24 euros l'aller simple, et inaccessible aux détenteurs du Pass Navigo, le CDG express sera pour les plus aisés. Il ne s'arrêtera pas dans les villes de banlieue qu'il traverse, même si les banlieusards riverains de la ligne subiront ses nuisances sonores.

Le gouvernement Macron-Philippe sert les riches contre les classes populaires, jusques et y compris dans son choix concernant les transports publics.

Michel Bondelet

Fil rouge

Policiers sans abri

Les CRS qui gardent la maison des Macron au Touquet n'en peuvent plus. Pas d'abri, pas de toilettes. L'un d'eux a même brandi l'étendard de la révolte en quittant sa garde pour aller se réfugier dans son véhicule.

Quelle audace ! Ne pas faire confiance à son président qui promet que bientôt plus personne ne dormira dehors !

L'empire contre-attaque

Passant le réveillon du Nouvel an au milieu de 200 militaires français déployés à Tessalit, dans le nord du Mali, la ministre Florence Parly a affirmé : « Depuis ce petit avant-poste niché au milieu du désert, la France agit. » Au même moment, au Panthéon, le maréchal Lyautey frémissait dans son tombeau, à l'appel de l'aventure coloniale et de l'Empire français.

Parité : faites ce que je dis, pas ce que je fais

Deux ministères viennent d'être condamnés pour ne pas avoir respecté la loi Sauvadet sur la parité, qui fixe un

seuil minimum pour l'embauche des femmes dans les postes de hauts cadres.

Le grand perdant est le ministère de l'Armée, qui doit verser la modique amende de 120 000 euros. Rien d'étonnant que les généraux peinent à faire de la place aux femmes. Le second ministre à s'asseoir sur la loi, c'est celui de la Justice, qui doit acquitter la somme de 60 000 euros.

Comme quoi l'exemple vient d'en haut.

Légion d'horreur

Le médecin humanitaire Raphaël Pitti, qui avait soutenu Macron et qui avait été décoré de la Légion d'honneur, vient de la renvoyer pour protester contre les conditions indignes d'accueil que le gouvernement impose aux migrants.

Il les trouve en effet honteuses en comparaison de celles de Belgique et d'Allemagne, qu'il a pu visiter. Il dénonce Collomb, qui entend trier les migrants de façon arbitraire en déclarant qu'il acceptera un Érythréen ou un Syrien, mais pas un Sénégalais. Comme s'ils n'étaient pas égaux face à la misère que leur imposent les grandes puissances !



Marseille – EFS : pénurie de sang et économies



Après les attentats de novembre 2015, à Paris file d'attente au don du sang.

À la fin de l'année 2017, les messages de l'Établissement français du sang (EFS) se sont faits de plus en plus alarmants, en particulier dans la région de Marseille. Cela fait des années que l'ESF, seul organisme habilité à récolter le sang et à en approvisionner les hôpitaux, fait état d'une pénurie chronique de sang.

Ce sang est indispensable pour de nombreuses interventions, servant entre autres lors du traitement d'un cancer par chimiothérapie qui détruit une partie des cellules sanguines, lorsqu'un accouchement donne lieu à une hémorragie ou à l'occasion de greffes d'organes.

Enfin il faut répondre aux accidents très graves voire aux attentats. L'accident ferroviaire de Millas a fait six morts, mais aussi de nombreux blessés, qui pour certains ne pouvaient être sauvés que par des transfusions de sang. Une collecte de sang au village de Saint-Féliu-d'Avall, le village des victimes, qui était prévue avant l'accident et qui permet de collecter d'habitude une cinquantaine de poches de sang, a vu une affluence de 214 donateurs. Au centre de transfusion de Perpignan, la mobilisation

des travailleurs de l'EFS a été sans faille : 134 personnes se sont présentées jusqu'à minuit pour donner leur sang alors que normalement le centre ferme à 13h30.

Cela s'était passé de la même manière après l'attentat du Bataclan en novembre 2015, quand de nombreux blessés par balles avaient eu besoin d'une transfusion. À Marseille, le lendemain de l'attentat, la Maison du don du sang de Marseille-République a vu une affluence sans précédent de donateurs de sang volontaires, en majorité maghrébins et africains, révoltés par ce crime.

Depuis plusieurs années, l'EFS lance des messages d'urgence pour l'appel au don. Mais sa politique de rentabilité a conduit à réduire le nombre d'emplois et à supprimer des collectes

de village jugées non rentables, rendant de plus en plus difficile la tâche des responsables d'association de donateurs de sang, qui organisent les collectes mobiles sur leur commune ou leur entreprise.

Sur les sites fixes de collecte, les travailleurs de la transfusion sont de plus en plus sollicités. L'EFS leur impose de fait des heures supplémentaires en faisant un chantage à l'urgence médicale. Si la journée se termine à 17 heures et qu'un donneur de sang se présente à 16 h 59, il faut rester bien sûr pour recevoir son sang. Mais, s'il y a des besoins, et des donateurs, pourquoi ne pas embaucher du personnel ?

Dans les collectes mobiles, des camions qui viennent dans les villages ou les entreprises, ce n'est pas mieux : chauffeurs, infirmiers, etc. sont sous pression, et les camions, faute de maintenance, tombent en panne. À Marseille, fin décembre, alors que le message d'urgence était diffusé, alors que des collectes étaient prévues, les deux seuls camions sont restés au garage, en panne, faute de moyens pour les réparer !

Ce n'est pas faute de dévouement et de générosité, tant du côté des travailleurs qui assurent les collectes que du côté des donateurs, que l'EFS manque de sang, mais bien du fait des choix politiques de l'État, des ministères de la Santé successifs, qui ne donnent pas les moyens nécessaires à l'EFS.

Correspondant LO

Gynécologie : le désert médical s'étend

Dans de nombreuses villes, décrocher un rendez-vous chez un gynécologue médical relève de plus en plus du parcours du combattant. Ainsi Aulnay-sous-Bois, ville de 89 000 habitants, n'en compte aucun. Les gynécologues médicaux ne sont plus que 1 136 en France, pour 28 millions de femmes âgées de plus de 16 ans. Entre 2007 et 2017, le nombre de ces spécialistes a chuté de 41,6 % et pourrait tomber à 531 en 2025. Tout cela parce que les autorités ont décidé d'arrêter d'en former entre 1987 et 2003. Face à la pénurie croissante et à la mobilisation des gynécologues,

elles en ont de nouveau formé soixante par an, ce qui reste insuffisant face au nombre de départs en retraite.

À la différence du gynécologue obstétricien qui pratique les accouchements, le gynécologue médical s'occupe surtout de prévention. Il dépiste les cancers du col de l'utérus ou du sein, prescrit la contraception, suit les femmes ménopausées, s'occupe des problèmes de stérilité. Sa mission est donc indispensable pour la santé des femmes. Bien sûr, les médecins généralistes sont formés pour certains de ces actes mais, dans les faits,

ils le font très peu, d'autant que la pénurie de généralistes est elle aussi criante. Du coup de nombreuses femmes renoncent à se faire suivre, ce qui à terme risque de provoquer une recrudescence des cancers.

À cette pénurie s'ajoute bien sûr une inégalité territoriale et sociale : on compte 4,2 gynécologues pour 100 000 habitants dans la Creuse, 4,32 en Dordogne, contre 28,6 à Paris ou 67,4 à Neuilly-sur-Seine, la ville la mieux dotée de France, et zéro à Aulnay ou à Ivry-sur-Seine. Le désert médical, c'est pour les plus pauvres.

Aline Urbain

Maternités de Creil et Clermont : non à la fermeture !

Fin décembre, à la tribune du Parlement, la ministre de la Santé, au nom du gouvernement, a officialisé le projet de fermeture des maternités des hôpitaux de Creil et de Clermont dans l'Oise, où plus de deux mille accouchements sont réalisés chaque année. Les femmes enceintes devraient se diriger par leurs propres moyens vers le seul hôpital de Senlis, avec tous les risques que cela comporte.

Cela conduirait l'hôpital de Senlis à réaliser 4 000 accouchements par an. Mais cet hôpital ne possède ni les locaux, ni les équipements, ni le personnel soignant, ni les compétences pour faire face à cette mission. D'ailleurs la ministre et ses représentants le reconnaissent et déclarent qu'en cas de problèmes les enfants et les mères seraient...

rapatriés sur Creil. Car à Senlis n'existe aucun service d'urgence pédiatrique, ni aucune réanimation, ni services d'urgences qualifiés, en particulier chirurgicales, ces derniers ayant été démantelés au fil des années passées.

La fermeture des maternités de Creil et Clermont est une partie du plan de 1,5 milliard d'économies prévu sur les hôpitaux. Macron et son gouvernement sont prêts à dégrader les conditions d'accouchement des milliers de femmes, forcément celles des quartiers populaires, pour économiser trois sous. Il appartiendra à la population et aux personnels des hôpitaux de mettre en échec, comme elle a su le faire dans le passé, ce projet irresponsable et criminel.

Correspondant LO



Budget militaire : en hausse

Quelques jours avant la fin de l'année, Florence Parly, la ministre des Armées, a claironné tout heureuse qu'elle avait réussi à débloquer 700 millions d'euros pour son ministère.

On se souvient que l'été dernier le chef d'état-major des armées avait démissionné, n'ayant pu obtenir du nouveau président Macron qu'il renonce à un gel des crédits à peu près équivalent. Six mois plus tard, généraux et amiraux ont de quoi être satisfaits.

D'autant plus que le budget 2018, récemment

voté, va mettre à leur disposition 1,8 milliard d'euros de plus qu'en 2017 et que le gouvernement a annoncé que le budget militaire annuel augmentera chaque année pendant tout le quinquennat. Il passera ainsi de 32,4 milliards l'an passé à 41 milliards en 2022. Sans compter les rallonges qui, chaque année, doivent couvrir le coût important des opérations extérieures mobilisant environ 20 000 soldats français, avec tout leur matériel. En attendant pire...

Lucien Déroit

RDC: la population manifeste contre Kabila

Une dizaine de manifestants ont été tués à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), lors des marches du 31 décembre. Celles-ci avaient été appelées par des organisations proches de l'Église catholique pour réclamer le départ du président Kabila.

Pendant deux décennies, la famille Kabila et ses proches ont pu accumuler une fortune considérable, dans un pays où l'immense majorité de la population vit dans des taudis, est privée d'accès à l'eau potable et souffre de la malnutrition et de l'absence des soins médicaux les plus élémentaires. Les Panama papers avaient ainsi révélé comment Jaynet, la sœur du président, avait caché 15 milliards de dollars au Panama. Plus largement, Kabila et sa famille contrôlent 70 des principales compagnies congolaises et détiennent 120 permis d'exploitation dans des mines de diamant, d'or, de cobalt ou de cuivre. Les Kabila sont partout, dans les banques, les fermes, les compagnies pétrolières et minières, l'hôtellerie, les compagnies aériennes et autres.

À l'issue des manifestations qui s'étaient soldées par des dizaines de morts à la fin de l'année 2016, Kabila avait fini par promettre de nouvelles élections, mais le protocole signé avec l'opposition s'est révélé en 2017 n'être qu'un chiffon de papier. Alors qu'un partage du

pouvoir était prévu, Kabila a continué à monopoliser tous les postes, et les élections ont une nouvelle fois été repoussées, cette fois au 23 décembre 2018. Il faut dire que cette opposition n'est guère différente du clan au pouvoir. L'un de ses principaux leaders est Moïse Katumbi, ancien soutien de Kabila et gouverneur de la riche région minière du Katanga jusqu'en 2015, avec tous les bénéfices qui vont avec. Il y a aussi Félix Tshisekedi, qui à la tête du Rassemblement de l'opposition a succédé à son père Étienne, mort en février dernier. Celui-ci fut pendant vingt ans un proche de Mobutu, le premier dictateur congolais, et trempa dans l'assassinat du leader nationaliste Patrice Lumumba.

À l'initiative des mobilisations actuelles, l'Église catholique aimerait bien aboutir à un processus de transition pacifique conforme aux vœux des grandes puissances qui, conscientes de la menace que représente la haine accumulée dans la population contre Kabila, aimeraient qu'un autre politicien moins compromis



Décembre 2017, manifestation contre Kabila.

prend le relais. Les intérêts des trusts occidentaux sont en effet énormes dans ce pays qui est peut-être le plus riche en minéraux de toute la planète, et où ceux-ci sont extraits à des prix défiant toute concurrence, au profit des grandes sociétés. Dans les mines de cobalt par exemple, un métal utilisé dans la fabrication des batteries de téléphone portable et des voitures électriques et dont la moitié de la production mondiale provient de RDC, une partie de la production se fait à la main, dans des tunnels

exigus, parfois par des enfants. Les creuseurs sont rapidement décimés par les éboulements ou les maladies pulmonaires. Ce sont ces matières premières, les meilleures et les moins chères du monde, qui parviennent sur les chaînes d'Apple, Tesla, Renault et autres, souvent par l'intermédiaire d'entreprises chinoises ou d'Asie du Sud-Est. Et l'on pourrait en dire autant pour des dizaines d'autres produits indispensables à l'industrie moderne. Un gouvernement dictatorial et corrompu,

mais à peu près stable, constitue pour ces trusts la meilleure garantie de pouvoir continuer ce pillage.

Pour que la colère contre Kabila n'aboutisse pas à un simple ravalement de façade, il faudra que les travailleurs et la population pauvre congolaise se donnent les moyens de faire entendre et triompher leurs propres intérêts, contre l'actuel dictateur mais aussi contre tous ceux qui aspirent à servir l'impérialisme en se servant au passage.

Daniel Mescla

États-Unis: Trump contre les droits des femmes

Trump a élargi la portée de la loi qui interdit le financement par les États-Unis d'organisations non gouvernementales travaillant à l'étranger qui donnent des informations ou des conseils en matière d'avortement et favorisent le développement de structures permettant les interruptions volontaires de grossesse.

Il y a un an déjà, nouvellement élu, il avait annoncé qu'il ferait appliquer cette «loi du bâillon» instaurée en 1984 sous l'administration Reagan. Mise entre parenthèses par les démocrates, elle a été réactivée à chaque retour des républicains à la Maison-Blanche.

Trump en a fait un étendard du combat réactionnaire qu'il mène contre l'avortement. La dernière fois qu'elle fut mise en application, sous George Bush junior, elle n'affectait que le budget alloué à des organisations de planning familial. Cette fois-ci, Trump a resserré le bâillon en décidant de conditionner toute l'aide de santé octroyée

par les États-Unis, presque 9 milliards de dollars, à son chantage rétrograde. Toute organisation demandant à avoir accès à cette aide devra signer un engagement à bannir l'avortement de ses pratiques et même de ses écrits.

L'application de cette règle du bâillon sous George Bush avait réduit déjà considérablement les activités d'associations de planning familial. L'une d'elles, au Ghana, avait réduit le nombre de ses soignants de moitié. Selon l'ONG Marie Stopes International, le retrait financier américain, poussé encore plus loin par Trump, pourrait avoir comme effet, sur la durée

de son mandat (2017-2020), plus de 6 millions de grossesses non désirées, 2 millions d'avortements clandestins et des dizaines de milliers de décès de femmes en couches.

Les associations regroupées dans le Partenariat de

Ouagadougou, dont l'objectif est d'accroître l'accès à la contraception en Afrique de l'Ouest, font état des conséquences du retrait du financement américain, qui est le plus important et représente 50% des sommes investies dans la région sur

ce sujet.

Qu'elle sévise à l'intérieur des États-Unis ou dans les pays pauvres tributaires des fonds américains, la politique de Trump contre les droits des femmes est criminelle.

Gaëlle Régent

Baisse de l'espérance de vie

Pour la seconde année consécutive, l'espérance de vie recule dans le pays le plus riche du monde.

En ce qui concerne la population féminine, l'espérance de vie ne recule pas, mais ne progresse pas non plus. Elle stagne à 81,1 ans et est nettement inférieure aux 85 ans des femmes vivant en France. Chez les hommes, l'écart est moindre entre les deux pays: 76,1 ans aux États-Unis, contre 78,9 ans en France. Mais outre-Atlantique l'espérance de vie masculine a reculé, surtout chez les Afro-Américains.

Les experts américains s'inquiètent d'une possible troisième année de baisse consécutive, ce qui ne s'était pas vu depuis qu'il y a un siècle l'épidémie virale connue sous le nom de grippe espagnole avait durablement touché le pays et le monde entier. Pour l'instant, ils ne donnent pas d'explication évidente à cette diminution.

Depuis des mois, les autorités américaines parlent de la crise des opiacés, une catégorie d'anti-douleurs. Donald Trump a lui-même parlé d'urgence sanitaire. Plus d'un quart

de la population en aurait consommé en 2016 et 2 millions de personnes sont devenues dépendantes – pouvant mourir de surdose – à cette drogue légale dont la vente fait le bonheur de firmes pharmaceutiques.

Mais la baisse de l'espérance de vie a bien d'autres causes, liées aux conditions de vie de plus en plus déplorables des couches les plus pauvres de la population, qui de surcroît ne peuvent payer pour se soigner correctement.

Lucien Détroit

Argentine : patrons tortionnaires enfin jugés

Le 19 décembre a commencé à Buenos Aires, la capitale argentine, un procès qui a eu bien du mal à se tenir, ayant été ajourné à plusieurs reprises. Le groupe Ford est accusé de violations des droits humains et complicité avec la dictature (1976-1983).

Sur le banc des accusés se trouvent deux anciens dirigeants de Ford Argentine, notamment le n°2 et le responsable de la sécurité, ainsi qu'un militaire.

Les trois accusés, âgés respectivement de 86, 91 et 94 ans, sont poursuivis pour des actes datant de quarante ans. Deux autres dirigeants de Ford, dont le chef d'entreprise, auraient dû se retrouver dans le box, mais ils sont décédés.

Avant la dictature, les travailleurs de Ford avaient mené une grève importante, avec occupation d'une usine de 5 000 ouvriers. Comme ce fut le cas pour de nombreuses luttes ouvrières de cette époque, la prise du pouvoir par l'armée a permis de réprimer les opposants politiques, les syndicalistes, souvent péronistes, et les ouvriers combattifs, nombreux après le soulèvement ouvrier de Cordoba en 1969.

Les dirigeants de Ford Argentine sont accusés d'avoir favorisé la séquestration et la torture de 24 ouvriers, ce qui avait entraîné la mort de trois syndicalistes. Un des militants ouvriers de Ford, qui a survécu, a été torturé et frappé pendant douze heures, subissant notamment la « picada », la torture à l'électricité. Il y a perdu un œil.

Ford avait accepté l'installation d'un lieu de torture dans cette usine et dénoncé les syndicalistes à torturer. Les militaires régnaient en

maîtres sur l'usine, faisant taire toute contestation, ce qui a permis d'accentuer l'exploitation.

Il n'y a pas eu de centre de torture dans toutes les usines, mais il y en avait des centaines dans tout le pays. Et, dès le coup d'État du 24 mars 1976, un des objectifs des militaires était de réprimer la classe ouvrière. Dès le 25 mars au matin, les militaires étaient aux portes des usines pour arrêter les ouvriers combattifs qui se présentaient au travail, à l'entrée des arsenaux de La Plata comme chez Renault à Cordoba. Sur les 30 000 victimes de la dictature, 30 % sont des ouvriers.

Et si le nombre des victimes est important, c'est que la répression de l'armée a été incessante, symbolisée par le ballet des Ford Falcon, les voitures des militaires, qui débarquaient la nuit chez les opposants pour les arrêter, les torturer et les éliminer.

La junte militaire était d'autant plus en bons termes avec les multinationales que sa politique économique fut de favoriser leur accès au marché argentin. Il en reste quelque chose aujourd'hui. Quand une multinationale ferme une entreprise, parfois du jour au lendemain, les gouvernements argentins n'y trouvent rien à redire. Cela explique aussi pourquoi ce procès a tant tardé.

Jacques Fontenoy

Pérou : le dictateur grâcié



Manifestation à Lima contre la grâce accordée à Fujimori.

En 2009, l'ex-président-dictateur de la République péruvienne, Alberto Fujimori, avait été condamné à vingt-cinq ans de prison pour crimes contre l'humanité. Huit ans après, l'actuel président du Pérou, Pedro Pablo Kuczynski, vient de le gracier. Cette décision a déclenché une série de manifestations, auxquelles participent notamment les parents des opposants que Fujimori a fait assassiner.

Fujimori avait présidé le Pérou de 1990 à 2000. En 1992, il avait organisé un coup d'État, en s'appuyant sur l'armée, s'octroyant les pleins pouvoirs en dissolvant la Chambre des députés et en muselant le pouvoir judiciaire. Ministres, juges et journalistes devaient désormais être dans ses bonnes grâces.

Sa répression de la sanglante guérilla du Sentier lumineux l'avait d'abord rendu populaire mais, en l'étendant aux opposants politiques et aux militants ouvriers, il s'était discrédité. Sa politique de stérilisation forcée de 300 000 femmes pauvres lui avait aliéné les soutiens populaires. Il était alors apparu clairement pour ce qu'il était : un dictateur sans scrupule et un corrupteur achetant des

soutiens grâce aux fonds provenant du trafic de drogue.

En 2000, pour ne pas être rattrapé par la justice pour corruption, il annonça sa démission depuis le Japon, où il se terra jusqu'en 2005. Ce n'est qu'en 2007 qu'il fut ramené au Pérou et condamné en 2009. Dans le contexte d'une guerre civile qui dura de 1980 à 2000 et qui fit 70 000 morts, il avait mis sur pied un escadron de la mort chargé de traquer les guérilleros et d'assassiner des opposants. Il fut reconnu coupable de deux massacres qui firent l'un quinze morts, dont un enfant de 8 ans, et de l'enlèvement et du meurtre de huit étudiants et d'un universitaire, dont les corps furent retrouvés calcinés. Il fut également condamné pour l'enlèvement d'un

journaliste et d'un chef d'entreprise. Ces crimes avaient eu lieu dans la seule période de 1991-1992, ce qui en laissait bien d'autres de côté. Officiellement, la grâce lui a été accordée pour des raisons d'humanité. Mais la véritable raison est probablement autre. L'actuel président, élu il y a seulement un an, l'a été à la tête d'un front anti-Fujimori. La fille de ce dernier, Keiko, était candidate et avait cristallisé sur son nom le mécontentement populaire, ce qui a profité à Kuczynski. Mais à présent lui-même est à son tour discrédité.

Il vient d'échapper à une motion de censure le visant pour avoir bénéficié des largesses du groupe brésilien Odebrecht, qui a acheté des dizaines d'hommes politiques dans toute l'Amérique latine pour accéder à des marchés. Ce qui a sauvé Kuczynski, c'est l'abstention de dix députés partisans de Fujimori, parmi lesquels le fils du dictateur, Kenji. Trois jours après, le père était grâcié. Au royaume de la corruption, le hasard fait bien les choses.

J. F.

Portugal : grève de Noël dans les supermarchés

Une partie des employés des entrepôts et des plateformes logistiques de la grande distribution, ainsi que leurs collègues des magasins et supermarchés, ont fait grève au Portugal, les 22, 23 et 24 décembre, à l'appel du syndicat du secteur, affilié à la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP).

Le but initial de cet appel à la grève était d'accélérer les négociations de l'accord de branche, en discussion entre patrons et syndicat depuis plus d'un an. Mais, pour les travailleurs, il s'agissait avant tout de revendiquer des augmentations de salaire et l'amélioration des horaires de travail. Que ce

soit dans les magasins ou dans les entrepôts, les salaires sont le plus souvent au smic (557 euros), pour des horaires à rallonge.

La grève s'est traduite par des manifestations de salariés devant les installations de Lidl, Minipreço (groupe Dia), Pingo Doce (groupe Jeronimo Martins lié à

Unilever) et Sonae-Continente (lié à Carrefour). Selon le syndicat, plus de la moitié des salariés ont fait grève. 80 à 90 magasins ont été

fermés. Les grandes surfaces ont réussi à fonctionner tant bien que mal, en mettant aux caisses des chefs et quelques intérimaires.



Les travailleurs de Lidl-Ribeirão en grève.

Comme la grève à la Poste les 21 et 22 décembre contre un plan de licenciements et de fermetures de bureaux, comme les grèves de fonctionnaires d'octobre-novembre, le mouvement revendicatif des salariés du commerce montre qu'il y a dans la classe ouvrière un mécontentement, après des années de reculs des salaires et des conditions de travail. Les travailleurs veulent des améliorations et ne croient pas que le gouvernement socialiste en place depuis fin 2015 va les leur donner.

Vincent Gelas

Luther et la Réforme

Le 31 octobre 1517, le prédicateur catholique Martin Luther placardait 95 thèses sur la porte de l'église de Wittenberg, une ville universitaire située sur l'Elbe, à l'est de l'Allemagne. Luther dénonçait les indulgences, symbole de la corruption de l'Église, qui permettaient aux chrétiens fortunés de se racheter de leurs péchés en versant de l'argent. Les 95 thèses, bientôt imprimées, allaient être diffusées dans toute l'Europe. Recevant du pape l'ordre de se rétracter, Luther refusa, rompit avec l'Église et fut excommunié en 1521.

Cet affrontement est considéré comme le début de la Réforme protestante. Celle-ci allait déchirer la chrétienté, qui dominait l'Europe depuis un millénaire. Le discours de Luther contre la corruption des prêtres, des évêques et de la papauté rencontra un vaste écho populaire, dans les campagnes notamment. Mais ses thèses se diffusèrent aussi dans les villes, auprès d'une masse d'artisans et de petits marchands. Cette petite bourgeoisie naissante étouffait sous l'autorité d'aristocrates et de riches marchands, acceptait mal les impôts féodaux et ceux de l'Église, et deux tiers des villes impériales allemandes se rallièrent à la Réforme. Enfin, des princes y adhérèrent aussi, par hostilité au pape et à l'empereur Charles-Quint qui régnait alors sur ces provinces.

Protestantisme et capitalisme

La Réforme était en germe dans la société de l'époque. Avant 1517, plusieurs mouvements hérétiques avaient exprimé des idées similaires : les cathares dans plusieurs régions entre les 10^e et 14^e siècles, les lollards en Angleterre (1381-1417), les hussites en Bohême au début du 15^e siècle. À cette

époque, les luttes politiques et les intérêts matériels des classes sociales s'exprimaient en termes religieux.

La corruption de l'Église reflétait la cupidité des riches familles, alors que les rapports d'argent sapèrent les fondations de l'ordre médiéval. Dans les campagnes, les nobles

régnait encore. Mais dans les villes d'Italie, du Rhin, d'Europe du Nord, l'artisanat se développait, les capitaux se concentraient, le commerce progressait et cherchait les moyens de se protéger. La bourgeoisie jouait déjà un rôle indispensable dans l'économie. Les féodaux eux-mêmes se lançaient dans la recherche effrénée de l'or, avec les expéditions vers l'Afrique, les Indes et l'Amérique, découverte en 1492. Au tournant des 15^e et 16^e siècles, dans de grandes familles marchandes comme les Borgia ou les Médicis, on devenait pape pour accumuler des biens et les transmettre à sa descendance.

En même temps, la

condition des pauvres se dégradait. La Réforme entraînait en résonance avec toutes les aspirations au changement. Bien des pauvres étaient conscients du rôle joué par l'Église catholique dans la défense de l'ordre social. Et là où elle demandait aux riches des bonnes œuvres, les protestants insistaient sur la foi des croyants et les encourageaient à lire et à comprendre la Bible par eux-mêmes. Ils rejetaient la hiérarchie des évêques, qui étaient dans l'Église ce que les seigneurs étaient dans la société féodale.

Luther voulait réformer l'Église, mais il ne défendait pas pour autant les intérêts des masses pauvres. Il représentait une bourgeoisie

jeune, conquérante, voulant se libérer des entraves de la société féodale ; une bourgeoisie prête à s'appuyer sur le petit peuple des villes et des campagnes, mais sans confondre ses intérêts avec les siens.

En 1524, une vaste révolte paysanne commença dans les provinces allemandes, sous l'égide du prêtre itinérant Thomas Münzer, prêcheur de l'égalité chrétienne sur terre et de la fin du régime féodal. Les princes et Luther lui-même se retournèrent contre les paysans insurgés. Ceux-ci vaincus, Münzer fut exécuté (voir ci-contre le texte d'Engels).

Le succès de la Réforme

Les idées de Luther se répandirent dans toute l'Europe et devinrent religion d'État en Suède en 1529, au Danemark en 1536. Sous le règne de Henri VIII, l'Angleterre rompit également avec l'Église catholique au début des années 1530. Toute une partie des pays de langue allemande ainsi que les Pays-Bas et l'Écosse se rallièrent à la Réforme. Le théologien français Jean Calvin rompit avec l'Église vers 1530, et passa le reste de sa vie à faire la promotion de la Réforme protestante à Genève et dans le reste de l'Europe. Ses thèses eurent du succès en France, traversée par les guerres de Religion de 1562 à 1598. Mais, partout où la religion réformée devenait religion officielle, elle perdait en même temps ses aspects de contestation sociale pour s'imposer comme l'idéologie et le langage d'une bourgeoisie conquérant le pouvoir politique.

Michel Bondelet



Paysans abattant un château, Saverne 1526.

Engels, Luther et la Guerre des paysans

En 1843, Friedrich Engels publiait une série d'articles intitulée *La marche de la réforme sociale sur le continent*, dont on peut lire un extrait ci-dessous, avant d'écrire *La guerre des Paysans en Allemagne (1850)*, qui faisait un parallèle avec les révolutions de 1848-1849 en Europe.

« Peu après que Luther a entrepris de proclamer la réforme de l'Église et de tourner le peuple contre l'autorité spirituelle, la paysannerie du sud et du centre de l'Allemagne se souleva dans une insurrection générale contre ses seigneurs temporels. Luther n'eut de cesse de rappeler qu'il visait un retour à la doctrine comme à la pratique du christianisme originel. La paysannerie adopta exactement

la même position et donc exigea une pratique non seulement ecclésiastique, mais également sociale, du christianisme primitif. Ils jugeaient l'état de vilenage et de servitude qui était le leur incompatible avec le message de la Bible. Ils vivaient sous l'oppression d'un groupe de comtes et de barons arrogants, voleurs, qui les traitaient chaque jour comme leur bétail, sous la protection d'aucune loi,

qui, si elle avait existé, n'aurait trouvé personne pour l'appliquer. [...] Par conséquent, ils se soulevèrent et engagèrent une guerre contre leurs seigneurs, qui ne pouvait être autre chose qu'une guerre d'extermination. Thomas Münzer, le prêtre qu'ils placèrent à leur tête, rédigea une proclamation pétrie, bien sûr, des extravagances religieuses et superstitieuses de l'époque, mais contenant aussi, et entre autres, quelques principes tels que ceux-ci : selon la Bible, nul chrétien n'a le droit d'avoir quelque propriété que ce soit à ses seules fins personnelles ; seul l'ordre de

la propriété commune peut convenir à une société de chrétiens ; il n'est permis à aucun bon chrétien d'exercer une autorité ou un contrôle sur d'autres chrétiens, ni de tenir une fonction gouvernementale ou de jouir d'un pouvoir héréditaire, mais au contraire, tous les hommes étant égaux devant Dieu, ils devraient être égaux sur terre également. Ces principes étaient directement tirés de la Bible et des écrits de Luther lui-même. Mais l'homme de la Réforme [...] croyait au droit divin des princes et des seigneurs de piétiner le peuple aussi fermement, qu'il croyait à la

Bible. Il cherchait en outre la protection de l'aristocratie et des princes protestants et il en vint donc à produire un pamphlet contre les rebelles, non seulement pour décliner tout lien avec eux mais aussi pour exhorter l'aristocratie à réprimer avec la plus grande sévérité ces rebelles contre les lois de Dieu. « Tuez-les comme des chiens ! » s'exclama-t-il.

[...] S'il commença sa carrière en homme du peuple, [Luther] finit au service de ses oppresseurs. L'insurrection, après une guerre civile particulièrement sanglante, fut réprimée et les paysans réduits à leur servitude antérieure. »

Automobile : les patrons contents d'eux

Pour la nouvelle année, les constructeurs automobiles français communiquent sur un ton triomphant. Leurs ventes de voitures neuves se sont à nouveau bien portées en 2017, et atteindraient les 2,5 millions de véhicules, utilitaires compris.

L'année 2018 commence donc bien pour eux. Pour qu'elle continue de même, les deux groupes se sont offert, pour PSA, en août dernier, la firme Opel et la part de marché qui correspond, pour Renault, une nouvelle coentreprise en Chine où la Clio serait très demandée. L'année 2017 s'était également bien déroulée du point de vue des profits, Tavarès ayant annoncé 1,7 milliard de bénéfices nets pour 2016 chez PSA, et Ghosn 3,5 milliards pour Renault-Nissan. Tout

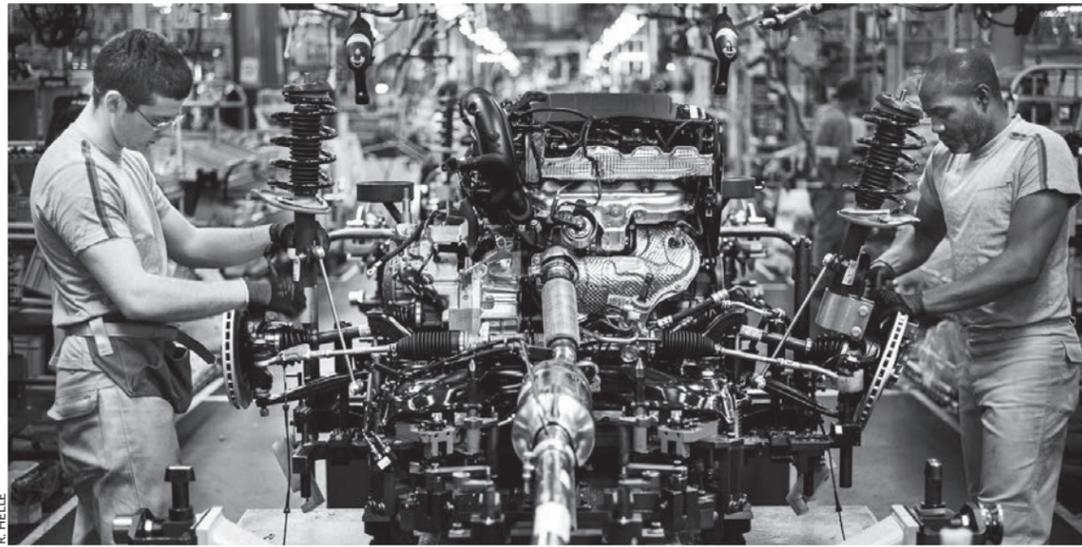
cela malgré les dieselgates et autres affaires malodorantes mises au jour.

Ces résultats ne sont pas magiques et proviennent de l'exploitation des dizaines de milliers de salariés embauchés, des milliers de travailleurs intérimaires et des employés de la sous-traitance. Pour fabriquer et vendre de plus en plus de voitures, les patrons de l'automobile n'embauchent pas, bien au contraire. Entre 2012 et 2016, PSA a supprimé près de 25 000 emplois et l'hémorragie a continué

en 2017. Renault, en faisant signer, il y a un an, son plan triennal de compétitivité, avait annoncé pompeusement 3 600 embauches sur la période. En fait, ce qui a explosé, c'est le travail précaire – chez Renault, 9 000 postes de production reposent sur des salariés intérimaires –, la flexibilité imposée des postes et des horaires, et la pénibilité des conditions de travail.

La seule limite à celle-ci, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui la fixent, par les coups de colère et les débrayages qu'ils déclenchent fréquemment, dans tel ou tel secteur, qu'ils soient embauchés ou intérimaires.

Viviane Lafont



R. HELLE

Centres-villes désertés : petites cités et grandes surfaces

Le Premier ministre et la quasi-totalité du gouvernement se sont déplacés à Cahors, dans le Lot, les 14 et 15 décembre, paraît-il pour montrer que l'État ne se désintéresse ni des régions, ni des petites villes et qu'il connaît les problèmes des unes et des autres.

En vertu de cet « intérêt » le gouvernement a confirmé qu'il demandait aux collectivités locales de faire quinze milliards d'euros d'économies dans les cinq prochaines années, une ponction qui vient après celles infligées successivement par Sarkozy et Hollande. Mais le Premier ministre a aussi annoncé la création d'une Action cœur de ville, dotée de cinq milliards d'euros pour cinq ans. Cette somme, accompagnée de quelques mesures réglementaires, est destinée à favoriser l'implantation de commerces au centre des villes moyennes, comptant de vingt à cent mille habitants.

Avec cette annonce, le gouvernement veut montrer qu'il répond aux

préoccupations des élus de ces petites villes dont les rues principales sont bordées de devantures vides, de vitrines ornées d'annonces « à vendre », quand ce n'est pas de bâtiments en déshérence, à moitié en ruine. Mais cela ne suffira pas à réanimer les centres-villes devenus déserts et lugubres du fait de la multiplication des grands centres commerciaux en périphérie.

Les municipalités et les gouvernements successifs ont tous pris des mesures prétendant aider au maintien des commerces de centre-ville. Tous les gouvernements, depuis Giscard au moins, ont eu leur ministre ou secrétaire d'État au petit commerce, ne serait-ce que pour des raisons électorales. Mais ils

ont tous favorisé avec empressement l'installation de ces zones commerciales.

Les classes populaires y font désormais leurs courses. Elles n'ont d'ailleurs pas le choix, pour des raisons d'emploi du temps, de commodité, de budget. La baisse continue du niveau de vie de la population la porte évidemment plus vers ces magasins que vers les commerces de détail de centre-ville. Aucune

mesure, gouvernementale ou municipale, ne pourra changer cet état de fait.

Le centre des petites villes, particulièrement des petites villes ouvrières dévastées par le chômage, est désert durant la journée, mort après la fermeture de la mairie et celle de la poste.

Les Macron, Philippe et autres gestionnaires des affaires du capital prétendent aujourd'hui combattre

cette déshumanisation. On peut juger de leur bonne foi en comparant les chiffres : des dizaines de milliards d'euros de réductions des subventions aux collectivités locales et des aides multiformes aux grands groupes capitalistes, au premier rang desquels les géants du commerce ; cinq milliards, sur cinq ans, pour revitaliser les centres-villes.

Paul Galois



Le centre-ville de Thiers.

LA MONTAGNE

PSA : un nouveau plan social déguisé

À peine l'encre du décret paru le 22 décembre permettant le recours aux ruptures conventionnelles collectives (RCC) était-elle sèche que le groupe PSA Peugeot-Citroën s'en est emparé : le 9 janvier, l'entreprise convoque les syndicats pour entamer les « négociations » sur le sujet.

Alors que jusqu'à présent les ruptures conventionnelles se faisaient à l'échelle individuelle, au cas par cas, les patrons peuvent maintenant les généraliser, les rendre quasi permanentes et utiliser ce dispositif pour des centaines – ou des milliers – de salariés, en se camouflant derrière le caractère prétendument volontaire de ces départs.

En réalité, cela fait des années que PSA, dont les chaînes de production tournent à plein régime, utilise le dispositif des plans de départ volontaires pour supprimer, en moyenne, 3 000 postes par an. Depuis 2012, près de 25 000 emplois en CDI ont été supprimés par ce groupe, qui a réalisé en 2016 un nouveau record de bénéfice de 2,15 milliards d'euros. Son objectif est de diminuer au maximum le nombre de travailleurs en CDI et de les remplacer par des intérimaires, qui représentent sur certaines chaînes de production 90 % des effectifs.

On ne sait pas encore combien de travailleurs seront concernés par ce nouveau plan. Mais la rapidité avec laquelle Peugeot s'est jeté sur le nouveau dispositif prouve qu'il sera plus avantageux pour le groupe que le système des plans de départ volontaires classiques. La direction aura encore plus les mains libres pour supprimer des emplois, et elle pourra ainsi peser une menace permanente sur l'ensemble du personnel.

Que PSA ait été l'une de toutes premières entreprises à utiliser le nouveau dispositif en dit long sur le fait que les ordonnances travail, qui avaient été vendues par le gouvernement en disant qu'elles étaient surtout destinées à

faciliter la vie des patrons de très petites entreprises, sont en fait écrites pour les géants du CAC 40.

Peugeot se défend de toute intention de plan social déguisé, avec les mêmes éternels arguments : la RCC doit faire l'objet d'un accord majoritaire des syndicats, et les départs seraient volontaires. Mais un accord des syndicats ne veut pas dire du tout que les salariés soient d'accord. Quant à l'aspect volontaire des départs, il est de moins en

moins réel. Bien sûr, il y a quelques travailleurs qui souhaitent partir, car le travail est dur, les salaires sont faibles et ils espèrent trouver une meilleure situation ailleurs. Il est normal qu'ils puissent le faire. Mais combien, ces dernières années, ont été poussés dehors par des pressions incessantes de la hiérarchie, par des mises au placard de techniciens et d'ingénieurs jusqu'à ce qu'ils craquent ? Et cette politique cynique touchera encore les travailleurs

handicapés, sur qui pèsent le chantage entre le départ dit volontaire ou le licenciement pour inaptitude physique.

Face à l'explosion des charges de travail et de la précarité dans les usines de l'automobile, ce sont des embauches massives en CDI pour répartir le travail entre tous qu'il faudra imposer. Et cela ne pourra passer que par une mobilisation massive et déterminée des travailleurs de tout le groupe.

Correspondant LO

La Redoute : réactions contre les sanctions



VOIX DU NORD

Au siège de La Redoute à Roubaix, dans le Nord, comme sur le site logistique de Wattrelos, les sanctions se multiplient mais ne restent pas sans réponses.

En 2014, la cession de l'entreprise par Pinault aux deux PDG pour un euro symbolique s'est soldée par 1 200 suppressions de postes. Cette opération s'était accompagnée d'une refonte de l'entreprise, dans le but de la rentabiliser au maximum.

Aujourd'hui, les opérations de conditionnement des articles se font dans une nouvelle entité baptisée Quai 30 par deux équipes de semaine et deux équipes de week-end. Les cadences ont augmenté, la pause légale est rognée, les jours fériés sont travaillés et certains

chefs imposent une surveillance de tous les instants avec de multiples remarques et vexations.

Ainsi, en un peu moins d'un mois, trois travailleurs du Quai 30 et un collègue de Relation clientèle ont été convoqués pour un entretien en vue d'une sanction. Deux d'entre eux ont été licenciés sans autre forme de procès, un autre s'est vu notifier un jour de mise à pied, l'autre cinq

jours ! On leur reproche des mouvements d'humeur ou encore d'avoir mangé une clémentine sur le lieu de travail.

Au Quai 30, à trois reprises, près des trois quarts des salariés ont riposté collectivement à ces attaques. Deux débrayages ont eu lieu pour accompagner les salariés aux entretiens, qui se sont finalement soldés par des mises à pied. Une grève qui a paralysé le site pendant tout l'après-midi s'est déclenchée à l'annonce du licenciement d'un des collègues.

La direction tente d'imposer un climat de peur pour obtenir toujours plus de rendement. Pourtant, ses manœuvres n'ont fait qu'exaspérer davantage les travailleurs. Une pétition circule, dénonçant les menaces et les sanctions. Elle est largement signée, sur le site industriel au Quai 30, ce qui est habituel, mais aussi dans les bureaux à Roubaix, même par des cadres et des agents de maîtrise.

De plus en plus de travailleurs de l'entreprise sont conscients que seule l'action collective pourra faire reculer cette direction de combat.

Correspondant LO

ArcelorMittal : accidents mortels

Ces derniers mois, sur le site sidérurgique d'ArcelorMittal Dunkerque, qui emploie 4 000 travailleurs, les accidents se succèdent.

En septembre, 150 m² de toiture se sont effondrés à l'Acierie sur la zone des ponts. Fin décembre, c'est un morceau d'une cheminée qui s'est écroulé. Heureusement, ces fois-là, il n'y avait personne dessous ou à proximité.

Le 14 juin, un ouvrier sous-traitant a évité une chute de 50 mètres : il devait changer une lampe-avion

en haut d'une cheminée et, le plancher métallique sur lequel il a posé le pied ayant cédé, il a réussi de justesse à s'accrocher au garde-corps.

Mais d'autres accidents ont fait des victimes. En septembre, un ouvrier de l'entreprise sous-traitante Harsco a eu la main coincée lors d'une opération de rangement, il a été amputé

d'une phalange. Un soudeur de la même entreprise a été gravement brûlé à cause d'une fuite de gaz en découpant un fond de cuvier. En novembre, un ouvrier de l'entreprise Gleser a eu la jambe écrasée par un chariot élévateur. Il a été éjecté de son chariot après avoir buté sur un plot en béton, dans une zone sans éclairage. Le 11 décembre, un ouvrier de l'entreprise Dominion qui s'était coincé le pouce entre une machine et un poste d'outillage a dû être amputé. Ces accidents

concernent avant tout des travailleurs d'entreprises sous-traitantes, qui œuvrent dans des conditions encore plus précaires et plus dangereuses.

Plus graves encore, trois accidents mortels se sont produits sur le site de décembre 2014 à juillet 2015. La direction avait annoncé alors un renforcement des mesures de sécurité. Mais elle ne tient aucun compte des avertissements des travailleurs et des comités hygiène-sécurité.

Chez ArcelorMittal, le

site de Dunkerque n'est pas le seul à être dangereux. Dans ses usines du nord de la France, il y a eu 408 accidents déclarés en 2017, dont 91 quasi accidents majeurs. À l'usine de Gand en Belgique, deux travailleurs ont été tués en un mois et deux autres blessés grièvement. Et 21 travailleurs ont perdu la vie sur les différents sites ArcelorMittal dans le monde.

ArcelorMittal fait plus que jamais ses profits avec la peau des travailleurs.

Correspondant LO

Allier : débrayages en série

Mardi 19 décembre, les employés des Finances publiques des centres de Moulins-Yzeure, Vichy et Montluçon ont débrayé, protestant une nouvelle fois contre les suppressions de postes.

En 2018, quinze postes disparaîtront au total. Depuis dix ans, 107 postes ont été supprimés dans l'Allier, autant d'emplois qui ne sont plus proposés à des jeunes.

Les trésoreries d'Ebreuil et de Lurcy-Lévis ont fermé, l'accueil du Centre des impôts n'est souvent plus ouvert au public, auquel les agents sont censés dire: Consultez Internet!

Le même jour, les agents de service des lycées Albert-Einstein de Montluçon et Jean-Monnet d'Yzeure étaient en grève pour dénoncer la précarité des contractuels embauchés pour des périodes de plus en plus courtes, de moins de six mois. Et le manque de personnel titulaire dans

les établissements conduit à une surcharge de travail qui va en s'aggravant.

Ces agents ont réclamé des embauches ainsi qu'un alignement des salaires sur ceux de leurs collègues de Rhône-Alpes, qui ont une prime annuelle de 1600 euros. Cette prime devrait bénéficier aux agents de l'Auvergne, maintenant qu'ils ont été intégrés dans la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes.

Cette grève illustre le mécontentement du personnel des lycées, de moins en moins nombreux à assurer de plus en plus de tâches.

Le vendredi 22 décembre, c'est le personnel du magasin Carrefour de Montluçon qui débrayait.

Les travailleurs protestaient contre la modification possible de leur statut, leur magasin passant en location-gérance en 2018. Si le repreneur est normalement obligé de reprendre tout le personnel, les accords collectifs peuvent être dénoncés, ce qui pourrait faire perdre entre un et deux mois de salaire. L'intéressement et le plan épargne du groupe pourraient aussi être remis en cause. Le groupe Carrefour, qui a fait 746 millions d'euros de bénéfices en 2016, est en train de se réorganiser. Ce n'est pas au personnel d'en faire les frais!

De Carrefour aux lycées et aux trésoreries, période de fêtes ou non, les travailleurs ont toutes les raisons de montrer leur mécontentement.

Correspondant LO

Cosne-sur-Loire : État et patron suppriment des emplois

L'ARS (Agence régionale de santé) de Bourgogne a décidé de fermer pour six mois la maternité de la clinique du Nohain (groupe Kapa Santé) de Cosne-sur-Loire, dans la Nièvre. Cette mesure, décidée en urgence, a été effective dès le 24 décembre.

Les mamans dont l'accouchement était programmé ont donc dû aller ailleurs et un premier accouchement prévu à Cosne a eu lieu à Bourges dès le 24 décembre! L'ARS dit que le personnel manque pour assurer la qualité et la sécurité des soins. Mais, comme pour les maternités de proximité de Clamecy et de Decize, fermées depuis plusieurs années, au lieu de mettre tout en œuvre pour trouver le personnel et les moyens nécessaires, l'ARS préfère procéder à une fermeture dite provisoire qui ne peut qu'annoncer une fermeture définitive.

Une pétition contre la fermeture de la maternité a recueilli plusieurs centaines de signatures en quelques jours. Le personnel de la clinique était également présent dimanche 24 décembre sur le marché. Pour l'instant, la direction a dit qu'il sera payé en janvier, mais il ignore s'il sera mis en chômage technique.

Quelques jours auparavant, c'est à l'usine de Vallourec de Cosne-sur-Loire

que les 120 travailleurs de l'entreprise apprenaient sa mise en vente. Et si l'usine n'est pas vendue d'ici février 2018, ce sera la fermeture.

Le groupe Vallourec a cédé son activité de forage (tubes en acier sans soudure) à un groupe américain. Toutes les usines sont reprises sauf deux, Tarbes et Cosne-sur-Loire, où une première usine Vallourec a déjà été fermée il y a un an avec 88 suppressions d'emplois. À l'époque, le PDG de Vallourec s'était engagé auprès d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, «à ce qu'aucun site ne ferme».

Le groupe Vallourec a fait des milliards de dollars de bénéfices quand le prix du baril de pétrole était à plus de cent dollars. Il a bénéficié de 550 millions d'euros d'aides du gouvernement Hollande.

Fermeture de maternité, fermeture d'usine: l'État et le patronat agissent ensemble, avec pour résultat l'appauvrissement de régions entières.

Correspondant LO



Grève chez Carrefour Montluçon, décembre 2017.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: La Galiote Prenant, 70 à 82 rue Auber, 94400 Vitry-sur-Seine - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte Ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte Ouvrière, En les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Iran : Le pouvoir contesté

Depuis jeudi 28 décembre, le pouvoir iranien est contesté par des manifestations qui prennent de l'ampleur malgré la répression, des centaines d'arrestations et déjà 23 morts officiellement comptabilisés. Partie de Machhad, la deuxième ville du pays, la révolte s'est rapidement étendue à de nombreuses villes, y compris de très petites, pour atteindre Téhéran. Le 2 janvier, elle continuait à s'approfondir.

L'annonce de l'augmentation du prix de l'essence en même temps que celle de l'indemnité des députés, dans un contexte où le chômage explose, a semblé-t-il être le déclencheur de la contestation. En réalité cela fait plus d'un an que le mécontentement populaire s'exprime. Des manifestations de plus en plus fréquentes avaient lieu dans différentes villes de province. Des travailleurs ou des retraités manifestaient pour obtenir le versement des salaires ou des pensions. Des petits épargnants ruinés réclamaient leurs économies après les nombreuses faillites de banques locales. Et tous dénonçaient la cherté de la vie ou la pénurie de produits de consommation de base. Ces manifestations épar-

ont fini par converger le 28 décembre, autour de slogans comme « *Mort à la vie chère* » ou encore « *Alors que les gens mendient, les mollahs agissent comme des dieux* » ou d'autres dénonçant explicitement Rohani et Khamenei, le président de la République et le Guide de la révolution.

Si l'inflation et les pénuries résultent en partie de l'embargo imposé à l'Iran par les États-Unis et ses alliés depuis 1979, elles proviennent aussi du pillage de l'économie par les familles rivales qui se partagent le pouvoir. Le contrôle des institutions religieuses, des ministères, de l'armée ou du corps des pasdaran, les gardiens de la révolution islamiste, permet aux clans des Khamenei, Rohani et autres de s'enrichir

en contrôlant les importations, la rente pétrolière ou en s'accaparant des terres et des biens de l'État. L'exaspération des classes populaires a été aggravée par la chute du cours du pétrole et l'absence des améliorations économiques espérées après la levée partielle de l'embargo en 2015.

Les luttes internes entre les différentes cliques qui se disputent le pouvoir ont peut-être également joué un rôle. Ainsi Ahmadinejad, l'ancien président battu en 2013, attaqué pour corruption par la justice entre les mains du clan Rohani, cherchait, ces derniers mois, à utiliser le mécontentement populaire contre ses rivaux. Cela expliquerait alors la relative bienveillance des pasdaran, principales forces de répression du pays, dans lesquelles il a toujours des appuis, face aux premières manifestations en province. Mais comme l'a déclaré le vice-président Jahangiri: « *Ceux qui semblent être derrière l'affaire devraient subir aussi les conséquences du feu qu'ils allument. (...) Si le courant social démarre*



Manifestation à Téhéran, le 29 décembre.

et que le mouvement politique le suit dans la rue, il les dépassera. » Et malgré la contre-manifestation assez massive organisée à Téhéran par le pouvoir le 30 décembre, la contestation semble perdurer.

Le régime des mollahs en Iran, bien que contesté à plusieurs reprises dans le passé et malgré l'hostilité de l'impérialisme américain, s'est maintenu au pouvoir depuis presque quarante ans. La répression arrêtera-t-elle les manifestants ou, au contraire, attisera-t-elle la colère? Ces

questions trouveront peut-être des réponses dans les prochains jours. Quoi qu'il en soit, rien de ce qui a poussé des travailleurs à descendre dans la rue ne disparaîtrait par un changement se limitant à un nouvel équilibre entre factions rivales. Cela ne mettrait pas un terme à la vie chère, au chômage ou au pillage de l'économie par les possédants. Et, au-delà, le régime resterait une dictature contre la classe ouvrière et une prison pour les femmes.

Xavier Lachau

Dassault : vœux ou aveux

L'industriel Serge Dassault, cinquième fortune de France, a publié une ode à Macron en guise de vœux, remerciant le président d'avoir fait en sept mois ce que ses prédécesseurs n'avaient pas fait en trente ans.

C'est faire montre d'ingratitude envers Chirac, Sarkozy et Hollande, sans remonter plus loin, présidents grâce auxquels Dassault a prospéré en vendant du matériel militaire, en encaissant des subventions, en grugeant le fisc à grande échelle, en influençant l'opinion grâce à son empire de presse et à son poids social et même en trafiquant les élections.

La liste des travaux de Macron selon Dassault est courte: baisse des impôts sur les dividendes et les plus-values, sur les sociétés, sur la fortune; modification du droit du travail « *qui introduit enfin un peu de flexibilité* ».

Dassault, contrairement aux ministres, n'a pas besoin d'évoquer de prétendues mesures en faveur des plus démunis ou du pouvoir d'achat des salaires. Ces fadaïses démagogiques sont certes utiles aux politiciens. Mais l'industriel a, lui, le vrai pouvoir, celui du capital qui exige sa rente et est obéi par les gouvernements, sans fioritures.

P. G.

Milliardaires : de plus en plus riches

Le classement mondial des grandes fortunes réalisé par Bloomberg indique que les 500 personnes les plus riches au monde ont vu leur fortune augmenter de 23% en 2017, un accroissement qui s'explique notamment par l'envolée des places boursières. Ces 500 milliardaires se sont enrichis en un an de 1000 milliards de dollars supplémentaires, soit quatre fois plus qu'en 2016. Leur fortune cumulée se monte désormais à 5 400 milliards de dollars, deux fois le PIB de la France.

En tête du classement se trouve le patron d'Amazon, Jeff Bezos, avec une fortune personnelle de 100 milliards de dollars. Il a accru sa fortune de 34 milliards en un an, et engrange chaque minute 65 000 dollars (54 000 euros).

Bernard Arnault, première fortune française, propriétaire du groupe de luxe LVMH, arrive en sixième position du classement, avec 62 milliards de dollars. Également présente dans le classement au dix-huitième rang, Françoise Bettencourt Meyers, héritière du groupe L'Oréal, avec 44 milliards. François Pinault, patron du groupe Kering (incluant la marque Gucci, entre autres) les suit

avec 26 milliards, ainsi que Dassault, au trente-neuvième rang avec 22 milliards. La fortune de ces quatre individus équivaut à la dette de la Sécurité sociale, qui sert de prétexte à baisser les allocations retraites et les remboursements maladie de toute la population en France.

Pour permettre à une minorité de s'enrichir

toujours plus, la recette du capitalisme est simple: plus d'exploitation et plus de pauvreté sur cette planète où, en 2017, une personne sur dix vit avec moins de deux dollars par jour.

Gaëlle Régent



Cercle Léon Trotsky

Le mouvement communiste face à la question nationale

Vendredi 19 janvier à 20 h 30

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Paris 5^e

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 €

Lisez Lutte de classe

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 188 (décembre 2017 – janvier 2018):

Le 47^e congrès de Lutte ouvrière – Textes et discussions

- La situation internationale
- La crise de l'économie capitaliste
- Construire un parti communiste révolutionnaire
- Discussion sur les textes d'orientation
- Interventions des groupes étrangers

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres verts. Ce numéro est en ligne sur le site de Lutte ouvrière